



Built to Lead

Pour publication immédiate : 7/9/2016

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO DEMANDE DE NOUVELLES MESURES
DE PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'EAU AGRESSIVES**

Une lacune des règlements fédéraux exempte les réseaux publics de distribution d'eau desservant moins de 10 000 personnes de tester les contaminants non réglementés, ce qui affecte 2,5 millions de New Yorkais

Un tiers de tous les New Yorkais - 6,5 millions de personnes - obtiennent leur eau potable de réseaux publics de distribution d'eau ou de puits privés qui n'exigent pas ces tests

Les commissaires encouragent vivement l'EPA à réformer et élargir le contrôle des contaminants non réglementés afin d'inclure tous les réseaux publics de distribution d'eau, ou sinon, l'État prendra des mesures

L'Administration renforcera également la législation pour exiger que les puits privés soient testés et demande le soutien de la Législature
Vous pouvez consulter la lettre envoyée à l'Administratrice McCarthy [ici](#)

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a demandé aujourd'hui de nouvelles mesures de protection de la qualité de l'eau agressives afin de protéger les New Yorkais et d'assurer la propreté de l'eau potable.

Dans une lettre à l'Administratrice de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (U.S. Environmental Protection Agency, EPA), Gina McCarthy, le Commissaire du Département de la protection de l'environnement (Department of Environmental Conservation, DEC), Basil Seggos, et le Commissaire du Département de la santé (Department of Health), Howard Zucker, ont vivement encouragé l'EPA à combler une lacune dans la surveillance fédérale qui exempte les réseaux publics de distribution d'eau qui desservent moins de 10 000 personnes de son programme de Règle de contrôle des contaminants non réglementés (Unregulated Contaminant Monitoring Rule, UCMR). En vertu du statu quo, les réseaux publics de distribution d'eau desservant environ 2,5 millions de résidents de New York ne sont pas obligés de tester ces contaminants.

Avec les personnes qui utilisent des puits privés pour leur eau potable, 6,5 millions - soit un tiers de tous les New Yorkais et près de 60 pour cent des résidents à l'extérieur de la Ville de New York - dépendent de réseaux de distribution d'eau qui n'ont pas à être testés pour de nouveaux contaminants tels que l'acide perfluorooctanoïque (PFOA).

Le Gouverneur Cuomo renforcera également la législation pour répondre au manquement de l'EPA en termes de surveillance des puits privés en exigeant que les propriétaires de maisons testent les contaminants avant la vente d'une maison et que les propriétaires testent leurs propriétés et partagent ces résultats avec les locataires.

« Nous sommes fermement convaincus que la santé et la sécurité de nos résidents ne devraient pas dépendre de la taille de la ville où ils habitent », **a déclaré le Commissaire Zucker.** « Les exigences actuelles de l'EPA relatives aux tests laissent des millions de New Yorkais dans l'obscurité en ce qui concerne la qualité de leur eau tout simplement parce qu'ils ne font pas partie d'un grand réseau de distribution d'eau. Si l'EPA ne prend pas de mesures, nous adopterons une nouvelle législation exigeant des tests des contaminants non réglementés dans les 9 000 réseaux publics de distribution d'eau de l'État. L'Administration renforce également la législation pour exiger que les puits privés soient testés - car à l'heure actuelle, ne sont absolument pas surveillés par le gouvernement fédéral. Nous encourageons vivement la Législature à se joindre à nous pour soutenir ces mesures primordiales. »

« Au DEC, nous nous efforçons d'atténuer la pollution dans les communautés de toute taille. En n'exigeant seulement que les réseaux de distribution d'eau desservant 10 000 résidents ou plus soient testés, le programme actuel de l'EPA ne tient pas compte de la réalité de l'eau potable dans notre État et à travers notre pays », **a déclaré le Commissaire Seggos.** « Je recommande fortement à l'EPA de réformer leur seuil subjectif et inadéquat en termes d'exigences de tests des contaminants non réglementés dans les réseaux publics de distribution d'eau. De plus, j'encourage la Législature à soutenir notre proposition d'exiger que les puits privés soient testés. Que vous achetiez une maison ou louiez un appartement, vous devriez avoir accès aux renseignements sur la qualité de l'eau que vous buvez. »

Exiger les tests pour tous les réseaux publics de distribution d'eau

Le programme UCMR actuel de l'EPA exige des tests pour les contaminants non réglementés dans seulement 188 des 9 000 approvisionnements publics en eau de l'État. Le programme UCMR ne s'applique pas aux réseaux de distribution d'eau avec moins de 10 000 personnes - ce qui signifie que 2 700 réseaux de distribution d'eau de petites communautés et plus de 6 000 autres réseaux de distribution d'eau non municipaux (par exemple, pour des entreprises et écoles) n'exigent pas de tests.

Le résultat est qu'approximativement 2,5 millions de New Yorkais sont approvisionnés en eau à partir d'un réseau qui n'exige pas de tests des contaminants non réglementés en vertu de l'EPA. Ce manque de surveillance fédérale crée des situations telles que Hoosick Falls, où pendant peut-être des décennies, les résidents buvaient de l'eau potable contaminée par l'PFOA, qui ne sont toujours pas réglementées par le gouvernement fédéral et n'étaient pas sur la liste des tests du village. Cette lettre demande que ces changements importants soient apportés à la surveillance fédérale des tests de contaminants non réglementés avant la fin de l'administration actuelle.

La lettre du Commissaire Seggos et du Commissaire Zucker stipule des demandes spécifiques à l'EPA :

- L'expansion du programme UCMR pour exiger un échantillonnage des contaminants non réglementés de tous les approvisionnements publics en eau - peu importe la taille - afin de protéger 2,5 millions de New Yorkais qui boivent actuellement de l'eau de réseaux pour lesquels les tests ne sont pas exigés.
- Les résultats des échantillonnages de contaminants non réglementés devraient être soumis aux États en temps opportun et avec transparence, étant donné que l'EPA ne dresse pas de rapports à l'heure actuelle.
- Des lignes directrices donnant lieu à action et définissant clairement les étapes qui devraient être prises lorsque des contaminants non réglementés sont détectés dans un approvisionnement en eau.

- Un financement et une aide technique à l'appui de l'échantillonnage, de l'analyse et des technologies pour traiter des contaminants non réglementés dans l'eau potable.

Si l'EPA ne respecte pas la demande de l'État de remaniement de leur programme de surveillance grossièrement inadéquat, l'Administration :

- Poursuivra agressivement une législation pour exiger les tests des approvisionnements publics en eau sur les contaminants non réglementés, sans égard à la taille du réseau.
- Prendra en considération les problèmes spécifiques affectant les localités de l'État et exigera des tests supplémentaires en fonction de chaque circonstance particulière.
- Offrira des possibilités de financement pour les réseaux publics de distribution d'eau des petites communautés ayant des difficultés financières.

Vous pouvez consulter la lettre envoyée à l'Administratrice de l'EPA, Gina McCarthy, [ici](#).

Exiger les tests pour les puits privés

En février, le Gouverneur Cuomo a créé la première Équipe d'intervention rapide sur la qualité de l'eau de l'État de New York, co-présidée par les Commissaires Seggos et Zucker, afin d'identifier et de traiter promptement les préoccupations les plus cruciales relatives à la contamination de l'eau potable de New York. Un défi majeur identifié par cet effort est le fait que l'EPA ne fournit aucun niveau de surveillance réglementaire des puits privés du pays.

Il y a plus de 1,1 million de puits privés dans l'État de New York, desservant près de quatre millions de résidents. Cependant, l'EPA n'exige aucun test de ces puits, même lors de l'achat d'une maison. En réponse à ce défaut, l'Administration renforcera la législation pour exiger les tests des puits privés lors de la vente d'une propriété et de la construction d'un nouveau puits. De plus, la législation exigera que les propriétaires testent les puits privés et informent les locataires des résultats.

- Les tests exigés incluront un ensemble de contaminants réglementés qui posent une menace pour la santé humaine et sont le plus souvent détectés dans les puits privés.
- Des tests des contaminants non réglementés pourront aussi être exigés lorsqu'on sait ou soupçonne qu'il existe une contamination en raison d'échantillonnage précédent ou de la proximité d'un site désigné du fonds spécial fédéral.
- Si un test indique un excès d'un contaminant, le propriétaire du puits privé devra informer le Département de la santé du comté ou de l'État.
- La partie qui vend ou loue la propriété devra couvrir les frais de l'échantillonnage requis, qui s'élèvent à approximativement 400 \$ à l'heure actuelle, mais devraient baisser à 200 ou 300 \$ en raison d'une demande accrue.
- L'État versera également une subvention pour difficultés financières aux propriétaires et personnes âgées aux revenus faibles.

###